

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 29/3 (2002)

DOI: 10.11588/fr.2002.3.63130

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

bruch der Suez-Krise endet, übersieht Trimbur freilich, daß die von ihm für das Frühjahr 1956 konstatierte »blocage« (S. 401) keineswegs so fest war, wie er suggeriert. Das von den USA im Zuge des israelischen Einmarsches in die Sinai-Halbinsel im Herbst verlangte Einfrieren der Zahlungen aus dem Luxemburger Abkommen lehnte Adenauer ab, weil für ihn die Wiedergutmachung kein Mittel politischer Pressionen sein durfte.

Ulrich LAPPENKÜPER, Bonn

Martin SABROW (Hg.), *Geschichte als Herrschaftsdiskurs. Der Umgang mit der Vergangenheit in der DDR*, Köln (Böhlau) 2000, 330 p. (Zeithistorische Studien, 14).

Voici un nouvel ouvrage, dirigé et introduit par Martin SABROW, qui traite de la réflexion historique en RDA sous ses formes politiques, littéraires, artistiques et publicistes. Les analyses portant sur la science, la culture et les phénomènes du pouvoir dans la dictature socialiste sont encore trop rares. C'est ce qui légitime l'intérêt tout ethnographique porté par les auteurs du recueil à cette culture du passé *autre*, aux spécificités de son discours politique, et la prudence avec laquelle ils l'abordent pour éviter de tomber dans le piège de références à une vérité absolue.

Simone BARCK évoque la sacralisation de l'antifascisme au travers de documents historiques, de souvenirs autobiographiques et de fictions. Les nouvelles instances du pouvoir s'efforcent de promouvoir des images homogènes de la résistance au régime nazi de manière à créer l'un des mythes fondateurs de la RDA, dans lequel les mémoires individuelles se fondent en la mémoire collective de l'État ou du parti avec pour résultat un »antifascisme ordonné«. Les films de la DEFA, dont les scénarios ont souvent une base littéraire, y contribuent également, comme le montre Thomas HEIMANN en analysant leur présentation de la Seconde Guerre mondiale: le spectateur peut et doit s'identifier au soldat qui revient dans un pays porté par une vague d'optimisme créatif et ayant réussi à extirper définitivement les racines d'un militarisme désormais réservé à l'Ouest. Dans le domaine de la propagande, les productions de la radio sont tout aussi influentes. Christoph CLASSEN analyse comment, entre 1949 et 1963, la »libération« de l'Allemagne nazie est présentée aux auditeurs, avec d'autant plus de force qu'il s'agit de remettre en cause leur expérience personnelle, tout en rendant attrayant le message diffusé. Toutefois, le caractère artificiel de toute cette symbolique se révèle à l'occasion des brusques virages politiques.

Dans tous ces domaines – et peut-être plus encore quand il s'agit d'ouvrages historiques – la censure joue un rôle déterminant. Siegfried LOKATIS brosse un tableau d'ensemble des divers courants et des stratégies qui président aux décisions, en prenant l'exemple concret des comptes rendus de la maison d'édition Rütten & Loening. On comprend mieux comment la censure essaie de positiver ses édits en faisant appel au sens de la responsabilité de ses victimes, comme s'il s'agissait d'un dialogue entre égaux, au lieu de se référer constamment à des catégories telles que l'obéissance à des critères imposés par une bureaucratie toute puissante. Ses tracasseries et leurs effets sur un ouvrage collectif sont au centre de l'étude de Martin SABROW qui passe au crible un important travail d'historiens, réalisé entre 1952 et 1969, le *Lehrbuch der deutschen Geschichte*.

L'écart entre les objectifs poursuivis au début de l'entreprise et la réalité du produit achevé donne la mesure de tout le chemin parcouru depuis les premières années de la création de la RDA jusqu'à la période de la fin des années 1960 où le régime est parvenu à véritablement codifier son discours historique. L'un des exemples les plus pertinents en est le traitement de la révolution de novembre 1918. Joachim PETZOLD décrit les différentes étapes que traverse cette reconstitution du passé et les facteurs qui la déterminent: l'angle privilégié peut être le caractère socialiste ou bourgeois de cette révolution, ces approches s'inscrivant dans la continuité de controverses qui font partie de la tradition communiste.

Tous les éléments apportés par cet ouvrage donnent un éclairage nouveau à la vie intérieure d'une dictature au XX^e siècle et à sa normalité, toute faite d'adhésion et de contraintes, d'un mélange de fiction, de faits réels et de la canalisation de souvenirs: un matériau qui permet de mieux saisir les causes de la longue stabilité de l'État est-allemand.

Anne-Marie CORBIN, Le Mans

Karin URSELMANN, *Die Bedeutung des Barbie-Prozesses für die französische Vergangenheitsbewältigung*, Frankfurt a. M. (Peter Lang) 2000, 301 p. (Moderne Geschichte und Politik, 16).

On ne peut que spéculer sur le nombre de lecteurs d'une thèse, même si celle-ci, soutenue à Augsburg en 1999, a pu bénéficier d'une publication dans une maison d'édition de renom. En effet, le titre est par lui-même éloquent et concerne ce fameux «passé qui ne passe pas» qui, de 1983, date de la remise de Klaus Barbie aux autorités judiciaires françaises par le gouvernement bolivien jusqu'à son procès le 11 mai 1987, fut replacé en pleine lumière. De cette thèse, nous ne retiendrons pas ce qui représente les chefs d'accusation, une page n'y suffirait pas, c'est-à-dire, en premier, les atrocités commises par celui qui dès novembre 1942, devint le chef de la *Gestapo* de Lyon, Abteilung IV, située à l'Hôtel Terminus: car, ce qui intéressait avant tout les anciens résistants et une bonne partie de «l'opinion éclairée» c'était de connaître enfin la vérité sur l'arrestation de Jean Moulin à Caluire le 21 juin 1943, et les circonstances de sa mort. René Hardy, le seul qui avait pu échapper à ce coup de filet, dans des conditions suspectes aux yeux de certains résistants, avait-il réellement trahi et livré à Barbie Jean Moulin et ses compagnons, ou bien pouvait-il être définitivement lavé de tout soupçon?

Si une partie de l'opinion publique et les organisations de Résistance attendaient du procès du «boucher de Lyon» que justice soit faite, et que leurs témoignages aient aussi valeur pédagogique pour les générations nées après la guerre, ne pouvait-on également s'attendre à un déballage d'affaires douteuses venant détruire le mythe du résistancialisme? Que dire de l'étouffement, du rejet conscient de l'attitude pas toujours brillante des Français pendant l'occupation et du rôle de Vichy (et de ses organes d'exécution) dans la persécution des Juifs, dont on tendait à oublier ou méconnaître l'ampleur?

Cependant, par étapes, en particulier depuis le début des années 1970, avec comme événement perturbateur la sortie du film de Max Ophüls «le Chagrin et la Pitié», le fragile consensus souhaité par de Gaulle pour restaurer l'unité nationale commença à se fissurer. Ce ne furent pas les ouvrages historiques français ou anglo-saxons qui parurent au cours de ces années qui eurent le plus d'impact mais les révélations sur le cas Touvier par exemple et les nombreux films (on pense à Patrick Modiano) qui traitèrent des années 1940-1944 sans glorification.

Et puis, comme l'a précisément analysé Karin Urselmann, des personnalités telles que Serge Klarsfeld et sa femme Beate entamèrent une série d'actions médiatiques pour que soient traduits régulièrement en justice les responsables allemands des persécutions opérées en France contre les Juifs: malgré bien des blocages allemands, Lischka, H. Hagen, E. Heinrichsohn, à l'efficacité redoutable, finirent par être condamnés à des peines de prison en 1979. La communauté juive, si hétérogène et plutôt réservée jusqu'à alors, prit conscience de la non réparation des torts découlant de la guerre par elle subis et, sur un plan moral et historique, de l'attention secondaire accordée aux victimes de la Shoah, situation qui, en fait, découlait aussi d'une interprétation quelque peu spéculative de la politique de Vichy. En suivant un découpage thématique et chronologique, K. Urselmann, analysant la presse tant française qu'allemande, souvent mordante à l'égard de ce retour d'une certaine mémoire, reconstitue clairement le processus moral qui conduira au procès Barbie. Et ceci impliquait nombre d'obs-